

Amoureux de la France, Unissons-nous ! Pour une révolution du bon sens en Europe !

« Voilà trente-cinq ans que toute une oligarchie d'experts, de juges, de fonctionnaires, de gouvernants prend, au nom des peuples, sans en avoir reçu mandat, des décisions dont une formidable conspiration du silence dissimule les enjeux et minimise les conséquences. L'Europe (...) enterre la conception de la souveraineté nationale et les grands principes issus de la Révolution : 1992 est littéralement l'anti-1789. ».

Le 5 mai 1992, Philippe Séguin, discours contre le Traité de Maastricht

Douze ans après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les nations libres d'Europe se sont organisées pour faire vivre l'aspiration à la paix et à la prospérité communes dont notre civilisation avait rêvé.

La fraternité des peuples européens puise ses racines dans la sagesse des siècles antiques et l'œuvre de l'Empire romain, elle tire sa sève de notre héritage judéo-chrétien et de nos idéaux des Lumières.

Les affres de la marchandisation du monde et du retour des idéologies les plus violentes nous rappellent le sens profond de la culture commune de l'Europe, cet appel à donner chair ensemble à cette certaine idée de l'Homme, ce trésor né sur les pourtours de la Méditerranée, à la confluence de l'Asie et de l'Afrique.

Jamais un continent n'aura connu une barbarie et un cauchemar suicidaires aussi étrangers à toutes ses valeurs et au sens profond de son histoire. La paix retrouvée après les deux guerres mondiales a dû attendre près de cinquante ans pour étendre ses bienfaits à la moitié de l'Europe abandonnée à l'URSS.

Aussi, la construction d'un projet politique commun entre les peuples d'Europe n'était-elle pas seulement souhaitable, elle était indispensable à la renaissance de toutes nos nations pour que chacune renoue avec ses héritages, son identité propre et ses aspirations à un beau destin. Des visionnaires comme le Général de Gaulle ont insisté pour que l'Europe soit fondée dès son origine sur l'addition des forces plurielles de chaque nation, sans jamais confisquer la souveraineté des Etats ni uniformiser l'identité des peuples.

Anticipant les défis de la mondialisation naissante, cette Europe des Nations a immédiatement porté ses fruits : Politique Agricole Commune (PAC) prospère, projets scientifiques et industriels uniques comme le CERN, Airbus ou Arianespace, programme Erasmus, protection douanière contre la concurrence déloyale et harmonisation par le haut des modèles sociaux.

A ses débuts, en pleine expansion d'après-guerre, cette coopération a fonctionné pour le plus grand bénéfice des populations avant d'être dévoyée par les traités de l'Acte unique, de Maastricht, d'Amsterdam, de Nice, par la Constitution européenne transformée en traité de Lisbonne, jusqu'au Traité d'austérité budgétaire de 2012. L'intégration européenne s'est enfermée elle-même dans une impasse dont elle refuse de sortir.

Malheureusement, les principaux dirigeants politiques ont complètement trahi l'Europe des Nations au profit d'une technocratie. Cette dernière prive les démocraties nationales de tout pouvoir, étouffe les aspirations des peuples européens et est incapable de mettre en place le moindre projet pour relever les défis du XXIème siècle ! L'Union Européenne s'est perdue dans des élargissements à des pays qui disposaient de modèles sociaux bien trop différents pour travailler ensemble sans concurrence déloyale.

Ainsi, le dumping de certains pays au sein du marché intérieur européen abuse de la passivité de leurs partenaires en bradant les acquis sociaux, en autorisant le travail détaché ou en organisant massivement la fraude fiscale. La technocratie bruxelloise a appauvri des millions de Français et dévalorisé des salaires pourtant durement mérités. Ces « délocalisations de l'intérieur » aggravent les effets de la concurrence sauvage extérieure imposée par une mondialisation sans règle. Refusant de protéger les emplois européens de la concurrence sauvage et des importations déloyales des pays émergents comme la Chine, l'Union Européenne poignarde dans le dos les travailleurs qu'elle devrait protéger.

Au lieu de défendre notre mode de vie et nos valeurs, les traités européens ont institué un véritable coup d'Etat qui a dépossédé les peuples de leur destin en imposant un système autoritaire sans aucune légitimité électorale – Commission Européenne, Banque Centrale Européenne, Cour de Justice Européenne. La belle idée de coopération entre les Etats a été balayée et la voix de la France s'est retrouvée noyée dans un aréopage inaudible de 28 Etats. D'une part, la fin de l'unanimité a retiré à chaque nation la liberté de défendre ses intérêts essentiels, son identité et son propre modèle respectueux de sa démocratie propre. D'autre part, le mode de fonctionnement de l'Union Européenne a accordé à certains très petits Etats un pouvoir d'influence disproportionnée au regard de leur véritable poids démocratique.

Les peuples, chaque fois qu'ils ont été consultés par referendum, ont toujours refusé cette dérive autoritaire, et pourtant cette dernière a été imposée par une classe de technocrates hors-sol prêts à tout pour renforcer leur pouvoir. Aujourd'hui encore, la Commission reste sourde aux demandes des gouvernements largement soutenus par leur peuple comme l'Italie ou la Finlande. Pire elle punit les Etats qui refusent ses diktats comme la Pologne et la Hongrie, ignorant leur gouvernement démocratiquement élu.

L'Union Européenne ne peut dès lors qu'aggraver les crises et créer des problèmes nouveaux. Ainsi la disparition tragique des frontières nationales avec l'Accord de Schengen et la suppression des politiques nationales d'immigration ont ouvert un boulevard aux passeurs et à la submersion migratoire, aux mafias et aux réseaux islamistes.

L'Europe est un projet bien trop important et sérieux pour le laisser plus longtemps aux mains de technocrates qui décident à la place des citoyens, des lobbies qui gouvernent à la place des démocraties. Face à la crise écologique, l'Union Européenne a été prisonnière des multinationales, en saccageant l'environnement et en sacrifiant notre santé.

Le Général de Gaulle savait que la France n'était pas seulement au cœur de l'Europe, mais constituait le cœur même de l'Europe. La dérive de l'Europe est donc directement liée au déclin de la France ruinée par ses dirigeants. Plus ils échouaient à redresser la France, plus nos gouvernements ont accepté que l'Allemagne instrumentalise la construction européenne avec la Commission. Cette lâcheté prend le risque considérable de faire renaître les tensions historiques.

Ce cauchemar peut enfin s'arrêter ! Pour la première fois depuis un demi-siècle, des majorités politiques s'élèvent dans tous les pays d'Europe pour changer les choses ! Les peuples ne veulent ni continuer à creuser leur tombe avec les irresponsables qui nous gouvernent, ni s'isoler de leurs voisins en abandonnant tout projet européen.

Né en France et aux Pays-Bas lors des référendums contre le Traité Constitutionnel qui voulait écraser les démocraties nationales et la richesse culturelle des peuples européens, le projet alternatif pour une Europe des Nations peut devenir majoritaire si nous arrivons à convaincre définitivement nos compatriotes.

Amoureux de la France, nous savons que l'Europe ne pourra fonctionner que quand notre pays, notre démocratie et notre peuple sauront à nouveau se faire respecter à l'image de tous les autres ! Puisqu'elle est le cœur battant de l'Europe, la France doit être au premier rang des peuples qui récupèrent leur bien le plus précieux : la capacité de décider de son avenir.

Une autre voie existe pour articuler les démocraties nationales et la coopération européenne. Nous proposons une nouvelle Alliance des peuples européens fondée sur une renégociation totale des traités actuels. Telle une copropriété qui garantit la liberté d'agir de chaque propriétaire tout en organisant la vie commune quand cela est nécessaire, la nouvelle Europe doit laisser chaque pays être maître chez lui tout en coopérant sur les grands dossiers de manière efficace et volontaire.

D'une part, nous voulons que la nouvelle Europe soit fondée sur de véritables démocraties nationales qui disposeront de l'ensemble de leurs compétences souveraines. Il n'est plus tolérable que des technocrates et des juges supranationaux décident à la place des citoyens et de leurs élus. Les lois, les frontières et le budget national dépendront des Etats.

D'autre part, nous voulons que la nouvelle Europe se concentre sur les défis que nos nations peuvent relever ensemble de manière plus efficace. Chaque pays doit être libre de participer ou non à des coopérations pour que celles-ci réussissent vraiment. Naturellement, ces coopérations ne peuvent exister qu'entre des membres ayant des pratiques sociales ou fiscales loyales envers leurs partenaires.

Enfin, notre nouvelle Europe ne peut pas être une technocratie mondialiste sans aucune ambition civilisationnelle. Face aux menaces imposées par l'impérialisme d'hyperpuissances étrangères, par des multinationales hégémoniques et par le terrorisme islamique, les nations d'Europe doivent s'entraider pour affirmer leurs héritages et leurs valeurs.

Il est intolérable que des puissances ou des communautés étrangères arrivées récemment cherchent à modifier notre mode de vie et nos traditions, en particulier la dignité des femmes et des hommes, l'amour de la liberté et de l'égalité, le refus de la marchandisation du monde et l'affirmation de nos cultures aux racines millénaires.

En somme, notre ligne politique est patriote et euro-réaliste :

En alternative au fédéralisme technocratique de l'Union Européenne, veuillez trouver les grandes orientations de mon projet alternatif tant au niveau des institutions que des projets qui pourront améliorer le quotidien des Français.

Ce nouveau modèle européen vise deux objectifs politiques cruciaux : une France indépendante dans une Union Européenne transformée et un véritable redressement économique, social, financier et sécuritaire.

I) Assurer la sécurité des nations d'Europe et stopper la submersion migratoire.

- Supprimer les accords de Schengen pour contrôler enfin nos frontières nationales, lutter contre la submersion migratoire.
- Mobiliser les forces maritimes nationales pour détruire les réseaux de passeurs et raccompagner les clandestins dans leur pays d'origine.
- Installer des centres de réfugiés aux frontières extérieures de l'Europe et expulser les déboutés du droit d'asile.
- Rendre aux Etats le contrôle exclusif de leur politique migratoire pour que chaque gouvernement soit maître de décider qui peut entrer ou non sur son territoire :
 - o Expulser systématiquement les clandestins et les criminels étrangers.
 - o Renforcer les critères d'assimilation pour les naturalisations.
 - o Suspendre l'immigration familiale et instaurer un délai de carence de 5 ans pour l'octroi des aides sociales.
 - o Refuser tout communautarisme et multiculturalisme pour revenir à la laïcité et à l'assimilation.
- Concentrer la coordination des forces de sécurité et de renseignement sur la lutte contre le terrorisme et l'islamisme.
- Sortir du commandement intégré de l'OTAN pour retrouver notre souveraineté militaire et organiser une coordination de défense européenne coordonnée par la France.
- Diversifier les programmes européens d'équipement pour les armées nationales pour assurer notre indépendance.
- Afin de stopper l'immigration massive des pays africains, conditionner un plan de développement agricole et économique durable du continent au maintien des habitants dans leur pays respectif.

II) Placer les démocraties nationales au cœur de l'Europe.

- Refuser tout nouvel élargissement, non seulement la Turquie mais aussi l'ex-Yougoslavie qu'Emmanuel Macron et les Eurodéputés Républicains veulent intégrer à l'UE.
- Supprimer la Commission européenne, les fonctions de commissaire et tous les privilèges exorbitants. Créer un secrétariat allégé sous l'autorité des chefs de gouvernement.
- Garantir un droit de veto aux 5 pays européens (France, Allemagne, Italie, Espagne, Pologne) représentant 66% de la population du continent. Une coalition des autres pays regroupant au moins 10% de la population totale européenne pourra également opposer un veto.
- Affirmer la supériorité démocratique des lois et de la justice nationale sur la technocratie et les juridictions supranationales illégitimes dont les avis seront consultatifs.

- Garantir aux gouvernements nationaux leur pleine souveraineté sur les lois de société et de la famille sans aucune ingérence extérieure.
- Redéfinir le service public dans les traités européens : la France doit décider, en toute indépendance, des domaines qui relèvent du besoin d'intérêt général de ses citoyens
- Concentrer la coopération européenne à travers quelques agences chargées de projets innovants dans l'industrie et la vraie transition écologique pour lutter à armes égales avec les Etats-Unis et la Chine :
 - o Créer un champion numérique européen comme les Chinois l'ont fait face aux GAFAs, ces géants numériques américains,
 - o Bâtir un plan de lutte contre le cancer, Alzheimer et les maladies orphelines,
 - o Inventer les énergies du futur comme le panneau solaire à haut rendement énergétique, le stockage durable et le nucléaire sans déchet (filiale Thorium),
 - o Chercher des substituts non polluants aux glyphosates.

III) Mettre fin aux gaspillages financiers de Bruxelles pour rendre leur argent aux Français.

- Récupérer immédiatement 80% des 9 milliards d'euros que les Français versent en excédent à l'Union Européenne. Cela représente une baisse d'impôts de 300€ par ménage !
- Refuser le projet d'impôt d'Emmanuel Macron et réaliser 25 à 30 milliards d'euros d'économies en supprimant les abus et les gaspillages de l'Union Européenne.
- Supprimer les privilèges des hauts-fonctionnaires et des dirigeants européens qui devront payer les mêmes impôts que tout le monde.
- Baisser les impôts des Français d'au moins 50 milliards d'euros par an en récupérant les ressources détournées par les fraudes à la TVA et la fraude fiscale de certaines multinationales organisées par des règles européennes absurdes.
- Baisser la facture énergétique des Français de 25% en changeant les règles imposées par la Commission Européenne au secteur de l'énergie (électricité, gaz).

IV) Défendre nos emplois face à la mondialisation et faire des pays européens des champions scientifiques et technologiques.

- Annuler la directive des travailleurs détachés, y compris pour les transports routiers.
- Favoriser les investissements privés et publics dans la recherche et l'innovation pour atteindre 5% du PIB européen comme la Corée du Sud.
- Conditionner l'accès au marché commun européen à une harmonisation sociale, fiscale et au respect de la loyauté commerciale entre partenaires européens pour que les emplois des Français cessent de partir en Pologne ou en Roumanie.
- Investir dans la révolution numérique pour que les consommateurs des pays européens ne soient pas prisonniers des GAFAs américains et des concurrents chinois.

- Sécuriser le pouvoir d'achat et l'épargne des Français des faillites des grandes banques en séparant enfin les banques de dépôts des banques d'affaires spéculatives et en favorisant les établissements financiers de proximité en lien avec les entreprises du territoire.
- Mettre l'Euro au service de l'emploi, de la croissance, des investissements et des PME/TPE plutôt qu'aux banques en plaçant le mandat de la Banque Centrale Européenne sous contrôle démocratique à l'exemple de ce qui se passe aux Etats-Unis.
- Autoriser la Banque de France à ouvrir des filiales locales pour investir dans l'économie réelle au prorata du poids de leur PIB pour contrecarrer l'inaction des banques privées.
- Garantir 75% des marchés publics aux PME nationales et européennes.
- Instaurer une « préférence économique européenne » pour protéger nos industries, nos emplois et notre agriculture contre la concurrence déloyale exploitant la misère humaine et la planète.
- Interdire comme aux Etats-Unis tout achat d'une entreprise d'un pays européen par un concurrent étranger sans l'accord du gouvernement de ce pays européen.
- Autoriser la sauvegarde et la création de champions industriels français et européens aujourd'hui interdites par les directives européennes.

V) Protéger notre environnement et valoriser les cultures européennes pour défendre notre civilisation !

- Affirmer nos valeurs, l'égalité des Femmes et des Hommes, l'idéal de liberté et de justice, face à l'obscurantisme islamiste et à la marchandisation du monde.
- Doubler le budget Erasmus pour qu'au moins 50% des étudiants et apprentis étudient dans un pays européen. Elargir le programme aux voisins de l'Europe.
- Récupérer les budgets gaspillés dans les ambassades de l'Union Européenne. Utiliser les budgets pour faire rayonner les lycées, les universités, la langue et la culture françaises à l'étranger.
- Affirmer l'usage du français comme langue de travail au sein de l'Europe à la place de l'anglais après le Brexit.
- Instaurer des droits de douane « anti-pollution » aux frontières de l'Europe pour protéger notre environnement, nos emplois et notre mode de vie des importations déloyales.
- Garantir une alimentation saine et un environnement protégé grâce à une Politique Agricole et une gestion de la pêche qui offrent un revenu mérité aux exploitants tout en valorisant nos terroirs et la préservation des ressources en poisson.
- Imposer un référendum pour toute décision majeure, instaurer le référendum d'initiative populaire et le vote blanc pour réaffirmer la vraie démocratie.